

**JUGEMENT**  
**N°098/20/CJ1/SII/TCC**  
**DU 16 JUILLET 2020**

**REPUBLIQUE DU BENIN**  
**TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU**

**SECTION II**

**PREMIERE CHAMBRE DE JUGEMENT**

-----  
Rôle Général  
BJ/TCC/2019/0924

**COMPOSITION**

**Président :** Romain KOFFI

**Assesseurs :** Cyprien TOZO et Laurent SOGNONNOU

**Ministère Public :** Elonm Mario METONOU

**Greffier :** Jacques HOUEGBE

-----  
Ignace AGBEVA  
(*Me Robert HOUNKPATIN*)

C/

Débat le 18 juin 2020 ;

Jugement contradictoire prononcé en premier et dernier  
ressort à l'audience publique du 16 juillet 2020 ;

Société HAH SARL  
(*Mes Zakari BABA BODY, Irené GASSI*  
*& Armand DEGUENON*)

**PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDEUR :**

**Ignace AGBEVA**, transitaire, de nationalité béninoise,  
demeurant et domicilié à Djado dans la commune  
d'Abomey-Calavi, tél : 97 68 08 91 ;

-----  
**OBJET**

Païement

*Assisté de Maître Robert HOUNKPATIN, Avocat au Barreau du*  
*Bénin ;*

**DEFENDERESSE :**

**Société HAH SARL**, inscrite au registre du commerce et  
du crédit mobilier sous le numéro RB/ABC/158799, IFU :  
3201501856315, dont le siège social est sis au quartier Maro-  
Militaire dans la commune de Cotonou, 06 BP 760  
Cotonou, tél : 97 47 41 70 / 95 72 97 55, prise en la  
personne de son gérant, Gildas MIGNIHA, de nationalité  
béninoise, demeurant et domicilié audit siège ;

*Assistée de Maître Zakari BABA BODY, Irené GASSI et*  
*Armand DEGUENON, Avocats au Barreau du Bénin ;*

**LE TRIBUNAL,**

*Vu les pièces du dossier ;*

*Où les parties en leurs moyens et prétentions ;*

*Après en avoir délibéré ;*

Par acte du 13 novembre 2019, Ignace AGBEVA a attiré devant le tribunal de commerce de Cotonou, la Société HAH SARL pour obtenir le paiement de la somme de un million cent vingt mille (1.120.000) francs CFA en principal et deux millions (2.000.000) francs CFA à titre de dommages-intérêts ainsi que l'exécution provisoire sur minute de la décision ;

Au soutien de son action, Ignace AGBEVA expose que la somme de un million cent vingt mille (1.120.000) francs CFA représente le solde des frais de transport au titre des quatre (04) contrats de transport les ayant liés ;

Qu'alors que tous les quatre (04) contrats ont été exécutés dans le délai requis avec remise subséquente des bordereaux de livraison et de l'inter change à la Société HAH SARL, celle-ci se refuse à payer le solde dû ;

Que la sommation de payer qu'il a servie à la Société HAH SARL le 26 septembre 2019, est restée sans effet ;

Dans ses notes de plaidoiries du 07 janvier 2020, Ignace AGBEVA ramène le quantum de sa demande de dommages-intérêts à la somme de huit cent mille (800.000) francs CFA et précise que ce montant sera partagé entre quatre (04) transporteurs pour les préjudices à eux causés ;

Il demande le rejet de la demande reconventionnelle formulée par la Société HAH SARL et précise que le container objet du contrat de transport du 19 avril 2019 est arrivé à destination le 20 mai 2019 et effectivement déchargé le 25 mai 2019 ;

Qu'il a droit à un total de seize (16) jours à compter de la signature du contrat pour déposer le container vide au port autonome de Cotonou à condition du respect de l'article 1<sup>er</sup> de leur contrat qui stipule : « *Le montant à percevoir à destination sera effectivement payé à condition que le déchargement soit*

*effectif et que le bordereau de livraison et le présent contrat soit visé par le client » ;*

Que ce n'est que sur insistance de l'officier de police judiciaire saisi sur plainte de la Société HAH SARL que celle-ci a versé la somme de deux cent mille (200.000) francs CFA comme suit :

- cent mille (100.000) francs CFA le 29 juillet 2019 ;
- le solde le 07 août 2019 ;

Que la détention du container objet du contrat du 19 avril 2019 sur la période du 25 mai 2019 au 07 août 2019 soit soixante-quinze (75) jours est imputable à la Société HAH SARL ;

Que la période de six (06) jours allant de la date d'arrivée à destination le 20 mai 2019 et la date de déchargement effectif, le 25 mai 2019 ne peut lui être imputée ;

Qu'il y a au total quatre-vingt-dix-sept (97) jours à déduire des cent vingt-trois (123) jours facturés par le Groupe BOLLORE à la Société HAH SARL ;

Que les vingt-six (26) jours de détention à sa charge font 426.605,5 francs CFA en considérant la facturation journalière de 13.905 francs augmentée de la TVA ;

Qu'il a déjà déposé au niveau du commissariat du Port saisi de la plainte de la Société HAH SARL, l'inter changé lié au contrat du 19 avril 2019 et sans cette pièce, la facture de détention n'aurait pu être établie ;

Qu'en ce qui concerne la demande de restitution de bordereau de livraison relatif au contrat du 19 avril 2019, il offre de le lui transmettre devant le tribunal ou contre décharge dûment établi ;

Que les frais de stationnement entre le 27 mai 2019 et le 07 août 2019 soit 2.170.000 francs CFA sont à la charge de la Société HAH SARL qui lui doit également un "reste à payer" de 250.000 francs CFA soit en tout 2.420.000 francs CFA ;

Qu'il sollicite une compensation entre cette somme et les 426.605,40 francs CFA qu'il doit à la Société HAH SARL de sorte que celle-ci soit condamnée à lui verser la somme de 1.973.394,60 francs CFA ;

La Société HAH SARL résiste à ces prétentions et développe qu'elle a conclu avec BOLLORE TRANSPORT & LOGISTICS BENIN SA, un contrat de transport par route aux termes duquel il lui est donné la possibilité de sous-traiter tout ou partie du transport à un autre transporteur ;

Que comme à l'accoutumée, elle a convenu avec Ignace AGBEVA du transport des marchandises appartenant à la Société BOLLORE TENSPOINT & LOGISTICS BENIN SA du port autonome de Cotonou à destination de Niamey au Niger ;

Que le camion immatriculé BA 4128/V4514 mis à disposition par Ignace AGBEVA pour la circonstance a chargé le container de 20 pieds N° TC MRSU0185507 comportant des marchandises objet du BL 581105331 ;

Que le délai de route pour ce transport est de dix (10) jours (aller-retour) y compris les six (06) jours pour la livraison des marchandises au Niger ;

Que ce n'est que deux (02) jours après la fin des formalités pour le départ vers Niamey que les transitaires de la Société BOLLORE TENSPOINT & LOGISTICS BENIN SA qui sont à GAYA ont remarqué que le camion immatriculé BA 4128/V4514 de Ignace AGBEVA n'était pas encore parti parce qu'il transportait, sans autorisation de la Société HAH SARL, d'autres marchandises appartenant à un tiers et dont les formalités de passage n'étaient pas encore accomplies ;

Que finalement le container a été déchargé au Niger le 20 mai 2019 soit, trente et un (31) jours à compter de son chargement à Cotonou et s'étant rendu compte de sa faute, au lieu de décharger le container vide au port comme convenu, Ignace AGBEVA l'a gardé par devers lui ;

Qu'elle a déposé contre lui, une plainte au commissariat du Port Autonome de Cotonou et l'officier de police judiciaire a instruit Ignace AGBEVA qui a sollicité et obtenu de lui, la somme de cent mille (100.000) francs CFA, d'avoir à décharger le container vide au port ;

Qu'à la séance suivante, Ignace AGBEVA qui n'a pas déféré aux instructions de l'officier de police judiciaire a subordonné la restitution du container au paiement de la somme de deux cent quatre-vingt mille (280.000) francs CFA ;

Qu'elle lui a délivré un chèque antidaté en demandant que le container soit déposé au port dans le week-end ;

Que Ignace AGBEVA ne s'est toujours pas exécuté et elle a dû faire opposition au paiement du chèque ;

Que ce n'est que sur instruction du procureur de la République près le tribunal de première instance de première classe de Cotonou que le container a été déposé au port ;

Que cette détention illégale qui a duré plus de trois (03) mois a fait courir des pénalités de 1.996.902,20 que la Société BOLLORE TRANSPORT & LOGISTICS BENIN SA lui a imputé pour paiement ;

Que le paiement du solde réclamé par Ignace AGBEVA est subordonné non seulement au déchargement du conteneur vide mais également à la remise du bordereau et de l'inter change ;

Que le susnommé ne lui a jamais remis ces pièces ;

Qu'il s'agit de :

- bordereau de livraison et inter-change du conteneur MRSU 0185507, objet du BL 581105331, transporté par le camion BA 4128/V4514 RB suivant contrat du 19 avril 2019 ;
- bordereau de livraison et inter-change du conteneur APHU 7059373, objet du BL LHV 2019231, transporté

par le camion BJ 1193 / BN 8652 RB suivant contrat du 31 mai 2019 ;

- bordereau de livraison et inter-change du conteneur TGHU 4892807, objet du BL MEDULE 988463, transporté par le camion AJ 2695/X 8706 RB suivant contrat du 29 juin 2019 ;
- bordereau de livraison et inter-change du conteneur DSFU 6640251, objet du BL CNSV 035414, transporté par le camion AZ 3147 / AZ 5329 RB suivant contrat du 04 juillet 2019 ;

Que Ignace AGBEVA n'a pas respecté son obligation de livrer les marchandises dans le délai convenu et ne peut lui exiger le paiement du solde ;

Qu'elle sollicite la condamnation de Ignace AGBEVA au paiement des frais de détention que lui impute la Société BOLLORE TENSPOINT & LOGISTICS BENIN SA ;

Que les notes additionnelles du 26 mars 2020 déposées par Ignace AGBEVA doivent être écartées des débats en ce qu'elle contient des moyens jamais plaidés ;

#### **1- Sur les notes additionnelles du 26 mars 2020 de Ignace AGBEVA**

Attendu que les notes de plaidoiries ne peuvent comporter que des moyens et demandes développés à l'audience ;

Attendu qu'à travers ses notes de plaidoiries du 26 mars 2020, Ignace AGBEVA a procédé à une répartition des frais de détention du container objet du contrat du 19 avril 2019 et a formulé des demandes en condamnation de la Société HAH SARL aux frais de stationnement et du solde des frais de transport avant de solliciter une compensation entre les condamnations qu'il formule et celle de la société HAH SARL ;

Attendu que ces moyens et demandes n'ont pas fait l'objet de plaidoiries à l'audience et ne sont pas apparus pour la première fois que ces notes ;

Que ces notes ne peuvent être prises en compte et doivent dès lors être écartées des débats ;

## **2- Sur les demandes de condamnation formulées par Ignace AGBEVA**

Attendu que Ignace AGBEVA demande la condamnation de la Société HAH SARL au paiement de un million cent vingt mille (1.120.000) francs CFA au titre des solde des frais de transport et huit cent mille (800.000) francs CFA à titre de dommages-intérêts ;

Attendu que le transporteur est tenu de livrer la marchandise dans le délai convenu sauf s'il justifie d'une exonération de responsabilité ;

Attendu qu'en l'espèce, il est mentionné dans le contrat du 19 avril 2019 qui cristallise le contentieux que le délai de route convenu entre la Société HAH SARL et Ignace AGBEVA est de dix (10) jours ;

Qu'il est mentionné au contrat que la date de sortie du parc est le 16 avril 2019 ;

Attendu qu'il est constant que ce n'est qu'en août 2019 sur instruction du procureur de la République près le tribunal de première instance de première classe de Cotonou que Ignace AGBEVA a fait retour du container vide ;

Attendu qu'il est précisé au même contrat : « *Le montant à percevoir à destination sera effectivement payé à condition que le déchargement soit effectif et que le bordereau de livraison et le présent contrat soit visé par le client* » ;

Que Ignace AGBEVA ne lui a jamais transmis le bordereau de livraison ;

Qu'au demeurant, le susnommé ne justifie d'aucune circonstance susceptible de l'exonérer du respect de ses obligations contractuelles ;

Qu'il n'en faut pas plus pour constater qu'il n'a point exécuter convenablement les obligations à sa charge et rejeter ses demandes de condamnation au paiement du solde des frais de transport et à des dommages-intérêts ;

### **3- Sur la demande de condamnation formulée par la Société HAH SARL**

Attendu que s'il est mentionné au contrat que « *Les frais de détention seront facturés au transporteur après déchargement du conteneur vide au port de Cotonou suivi de la présentation des inter-changes retour et le contrat* » ;

Que le paiement des frais de détention suppose leur facturation préalable par la Société HAH SARL ;

Qu'il ne s'agit point d'une substitution de Ignace AGBEVA à la Société HAH SARL dans les frais de détention que mettrait à la charge de celle-ci, la Société BOLLORE TRANSPORT & LOGISTICS BENIN SA ;

Attendu qu'aucune facturation par la Société HAH SARL des frais de détention du conteneur vide n'est produite au dossier ;

Qu'au demeurant, la Société HAH SARL soutient elle-même n'être pas en possession des inter-changes retour ;

Qu'en l'état, la demande de condamnation aux frais de détention formulée par celle-ci ne peut prospérer ;

Qu'il y a lieu de l'en débouter ;

#### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, en premier et dernier ressort ;

- Rejette les demandes de condamnation au solde de frais de transport et à des dommages-intérêts formulée par Ignace AGBEVA ;
- Rejette également la demande de condamnation formulée par la Société HAH SARL ;
- Condamne Ignace AGBEVA aux dépens.

#### **ONT SIGNE**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**